



**ACCORD CADRE N° 25A04
PORTANT SUR DES PRESTATIONS DE DEMENAGEMENT-
OPERATIONS COURANTES ET SPECIFIQUES POUR
L'UNIVERSITE DE LORRAINE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
APPEL D'OFFRES OUVERT**

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles R2161-2 à R2161-5 et R2162-1 à R2162-10)

Personne publique contractante :

Université de Lorraine
34 Cours Léopold
CS 25233
54052 NANCY Cedex

Représentée par sa présidente, ci-après désignée l'université

Comptable assignataire : l'agent comptable de l'université de Lorraine

Code CPV : 60100000 : Services de transport routier

60000000-8 Services de transport

63100000-0 Services de manutention et d'entreposage de cargaisons

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – FORME DU CONTRAT	4
ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT	5
3.1 - Durée de l'accord-cadre	5
3.2 - Durée des marchés subséquents	5
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
4.1 - Documents contractuels de l'accord cadre	5
4.2 - Documents contractuels des marchés subséquents	5
4.3 - Stipulations communes aux articles 4.1 et 4.2 du présent CCAP	6
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AU RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES POUR L'EXECUTION DU CONTRAT	6
5.1 - dispositions générales.....	6
5.2 - dispositions spécifiques au recours à la sous-traitance.....	6
5.3 - désignation d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre	7
ARTICLE 6 – PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
6.1 - Modalités de remise en concurrence	7
6.2 - Visite obligatoire	8
6.3 - Remise de l'offre par le titulaire.....	8
6.4 - Critères de jugement des offres pour les marchés subséquents.....	8
6.5 - Réponse au titulaire	9
ARTICLE 7 – EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	9
7.1 - Contenu des bons de commande	9
7.2 - Modification ou annulation d'un bon de commande	10
7.2.1 - A l'initiative de l'université	10
7.2.2 - A l'initiative du titulaire.....	11
7.3 - Lieux d'exécution	11
7.4 - Délais et dates d'exécution	12
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8.1 - Clause d'insertion sociale obligatoire.....	12
8.1.1 - L'engagement d'insertion	12
8.1.2 - Les publics visés	13
8.1.3 - Les modalités de mise en œuvre	13
8.1.4 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises	14
8.1.5 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion	14

8.2 - Formation à l'écoconduite	15
8.3 - Gestion des déchets	15
8.4 - Obligation d'indépendance du titulaire	15
ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION	15
ARTICLE 10 – PRIX	16
10.1 - Dispositions générales	16
10.2 - Prix de l'accord-cadre	16
10.3 - Variation des prix plafonds.....	16
10.4 - Prix des marchés subséquents	17
ARTICLE 11 – AVANCE ET ACOMPTES	17
11.1 - Avance	17
11.2 - Acomptes	17
ARTICLE 12 – FACTURATION.....	17
ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT	18
ARTICLE 14 – PENALITES	19
14.1 - Pénalités pour non respect des obligations d'insertion par l'activité économique	19
14.2 - Pénalités pour retard d'exécution suite à report de date à l'initiative du titulaire	19
14.3 - Pénalités pour non-respect des engagements PRIS en matière de PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20
14.4 - Pénalités pour non-respect de l'ensemble des délais d'exécution identifiés dans le présent CCAP (à l'exclusion du retard suite à report de date à l'initiative du titulaire)	20
14.5 - Pénalités pour absence de déclaration de sous-traitance	20
ARTICLE 15 – ASSURANCES	20
15.1 - Responsabilité générale du titulaire :	20
15.2 - Type d'assurances	21
15.3 - Constat des dommages	21
15.4 - Imputation des dommages :	21
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 17 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	22
ARTICLE 18 – RESILIATION.....	22
ARTICLE 19 – DROIT, LANGUE	22
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	23

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de déménagement pour les composantes ou directions de l'Université de Lorraine pour des opérations courantes ou des opérations spécifiques.

Dans ce contexte, le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a vocation à définir les termes régissant les marchés subséquents conclus à la survenance du besoin sur le fondement du présent accord-cadre pendant la période fixée à l'article 3 du présent CCAP.

Le nom et les coordonnées du conducteur du projet pour l'université sont communiqués par l'université au titulaire à l'occasion de la notification du marché subséquent ou de l'envoi du bon de commande.

Néanmoins, la personne physique habilitée à représenter l'université pour les besoins de l'exécution du contrat au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS est la présidente de l'université ou son représentant habilité, désigné lors de la notification du marché.

Le titulaire pourra être sollicité par les composantes ou les directions de l'université pour des déménagements au sein d'un même bâtiment sur des étages différents ou identiques, entre deux bâtiments sur un même campus, entre deux campus sur la même ville ou encore entre deux villes.

Certaines prestations de déménagement ou transfert connus à la date de la publication du présent marché sont communiquées **à titre indicatif et n'engagent pas l'université** :

- Transfert de plusieurs sites du Campus SHS de Nancy au site des Aiguillettes (FST et collège Montplaisir) en 3 phases (volumes inconnus) :
 - 1^{ère} phase : été 2025
 - 2^{ème} phase : été 2026
 - 3^{ème} phase : août 2026 – juillet 2027
- Transfert de l'aile ouest de la faculté SHS de Metz (surface de 3 650 m²) :
 - 1^{er} transfert avant travaux pour l'été 2025
 - 2^{ème} transfert après travaux en 2027
- Déménagement IUT de Nancy Brabois – Volume et dates prévisionnels inconnus
- ***Projet*** transfert des 3 bâtiments dénommés « Présidences » de Léopold, Libération et Lionnois après construction d'un nouveau bâtiment de 14 000 m² à Nancy en 2028

ARTICLE 2 – FORME DU CONTRAT

Le présent accord-cadre est un contrat unique et ne fait l'objet d'aucun allotissement. Ce choix est motivé par l'objet du marché qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En outre, un allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre au sens de l'article R2162-2 du Code de la Commande Publique, conclu sans minimum et avec maximum en valeur, avec 3 opérateurs économiques au maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Le montant maximum annuel est fixé à 260 000€ HT.

Le montant **estimatif annuel** est de 130 000€ HT. Ce montant est non contractuel, il est communiqué à titre indicatif à partir des montants en euros H.T. observés annuellement.

Le contrat conclu est un accord-cadre ne fixant pas toutes les stipulations contractuelles. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 de la Commande Publique.

ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT

3.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} juin 2025 (par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part à cette date) ou à la date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} juin 2025. Il est reconductible 2 fois par période de 12 mois, portant sa durée totale à 48 mois.

Cette reconduction est tacite, le titulaire ne peut s'y opposer.

L'université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation au plus tard trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'université ou de son délégataire lui a été notifiée.

3.2 - DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre peuvent être passés dès la notification de l'accord-cadre. Leurs délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande valant engagement de l'université.

Le délai d'exécution des marchés subséquents ne peut s'étendre au-delà de 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre complété et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre au titre de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre au titre de la prestation type identifiée à l'annexe n°3 au CCTP - Descriptif de la prestation type.

4.2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DES MARCHES SUBSEQUENTS

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 4.1 du présent CCAP ;

- L'offre transmise par le titulaire suite à la demande de chiffrage, valant acte d'engagement ;
- Le mémoire technique élaboré pour le marché subséquent, le cas échéant ;
- Le procès-verbal de la visite des lieux.

Le marché subséquent peut également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

4.3 - STIPULATIONS COMMUNES AUX ARTICLES 4.1 ET 4.2 DU PRESENT CCAP

Les obligations contractuelles définies *supra* expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une méconnaissance ou d'une insuffisance d'informations sur le bâtiment, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Le CCAG-FCS n'est pas joint au présent document, il est réputé connu des entreprises et est disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AU RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES POUR L'EXECUTION DU CONTRAT

Les présentes dispositions ne concernent pas les opérateurs économiques dans le cadre d'une candidature en groupement d'opérateurs économiques.

5.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Le soumissionnaire peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Il peut s'agir :

- D'une société faisant partie d'un même groupe de sociétés (société mère, filiale)
- D'un sous-traitant

En tout état de cause, le recours à tout autre opérateur économique sera clairement indiqué par le soumissionnaire dès le dépôt de son offre initiale.

Celui-ci décrira le type de relation contractuelle qui le lie à chaque opérateur économique.

L'offre du soumissionnaire devra préciser :

- Le nom et l'adresse de chaque opérateur économique sur lequel il s'appuie,
- Le type de relation contractuelle qui le lie à chaque opérateur économique,
- Les moyens humains et techniques de chaque opérateur.

5.2 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour toute prestation supérieure à 600 € TTC.

Tout recours à des sous-traitants sera clairement indiqué dans l'offre du soumissionnaire.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par l'université et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance.

Le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance » disponible via l'url <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> sera utilisé.

En sus de l'acte spécial, le titulaire devra fournir :

- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion aux procédures de passation des marchés publics,
- Un RIB,
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant qui devra fournir les mêmes pièces de la candidature que le titulaire.

5.3 - DESIGNATION D'UN SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire est tenu de déclarer tout nouveau sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance seront constatés selon les mêmes modalités que celles définies à l'article 5.1 du présent CCAP.

Important :

Le recours à la sous-traitance sans acceptation et agrément préalable par l'université expose le titulaire à l'application de la pénalité forfaitaire identifiée à l'article 14.5 du présent CCAP.

En outre, s'il apparaît qu'un titulaire manque régulièrement à son obligation de déclaration de sous-traitance, l'université se réserve la possibilité de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 6 – PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

6.1 - MODALITES DE REMISE EN CONCURRENCE

Les marchés subséquents sont passés au moment de la survenance du besoin par remise en concurrence systématique des attributaires de l'accord-cadre.

La remise en concurrence est effectuée par l'envoi d'une demande de chiffrage des prestations attendues aux titulaires de l'accord-cadre par mail.

Cette demande prend la forme d'une fiche de synthèse retraçant les opérations à réaliser. Cette fiche de synthèse comprend au minimum :

- **Prestation à réaliser : prestation de base avec ou sans prestation à la demande** (les prestations sont listées à l'article 2.1 du CCTP) notamment le démontage, remontage, emballage, déballage, étiquetage, etc. ;
- Localisation du lieu de départ ;
- Localisation du lieu d'arrivée ;
- Dates et horaires de déménagement prévus ;
- Volume estimatif à déménager ;
- Contraintes techniques particulières (accessibilité, fragilité...) ;
- Contraintes calendaires particulières ;
- Matériels, équipements et consommables nécessaires (monte meuble, cartons, caisse, rolls, adhésifs...) ;
- La date limite de remise des offres.

6.2 - VISITE OBLIGATOIRE

Une visite obligatoire technique des lieux de chargement et de déchargement par un représentant de chaque titulaire accompagné d'un représentant de l'Université de Lorraine permettra aux titulaires d'affiner le besoin et d'évaluer le coût de la prestation.

Lors de cette visite, les prestataires titulaires devront apprécier l'importance et l'étendue des prestations à réaliser et juger des difficultés de toutes natures. Ils ne pourront se prévaloir d'aucune méconnaissance de ces difficultés pour l'exécution de ces prestations.

Des visites complémentaires peuvent être prévues selon l'ampleur et la complexité des prestations à réaliser.

6.3 - REMISE DE L'OFFRE PAR LE TITULAIRE

Sur la base de la fiche d'expression du besoin et des visites, le titulaire disposera d'un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la visite pour soumettre son offre financière et technique. Ce délai pourra être réduit à cinq (5) jours ouvrés dans le cas d'une opération à caractère urgent.

L'offre doit comporter à minima les éléments de réponse suivants :

- **Une note synthétique** précisant :
 - la nature des prestations à réaliser ;
 - les sites de chargement et de déchargement ;
 - le cubage et mètres linéaires estimés ;
 - la liste des mobiliers pris en charge, en précisant la nature et le nombre et éventuellement les dégradations constatées au départ ;
 - le nom du coordinateur de l'opération, distinct du personnel d'encadrement (chef de projet/chef d'équipe), présent(s) sur place pendant les déménagements ;
 - le nombre et la qualification des personnels mis en place pour l'exécution de la prestation ;
 - les moyens techniques et les fournitures mis en œuvre.
- **Le chiffrage détaillé de la prestation à réaliser ainsi que le coût des assurances pour les éléments avec valeur déclarée**

Le titulaire doit proposer pour chaque marché subséquent un prix global et forfaitaire qui englobe toutes les charges frappant obligatoirement la prestation.

Le chiffrage devra être détaillé avec un prix par poste (au M3, ML, autre unité d'œuvre) pour permettre de vérifier que les prix plafond identifiés à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement – Bordereau des prix ne sont pas dépassés.
- **Le planning prévisionnel d'exécution de la prestation** précisant les dates, plages horaires de l'opération et délais d'exécution (pour la fourniture de matériels et consommables) dans le respect des exigences identifiées dans le CCAP.

Nota : les offres mentionnent le délai de prévenance (en jours ouvrés) nécessaire au titulaire pour planifier la prestation.

6.4 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES POUR LES MARCHES SUBSEQUENTS

Le choix parmi les titulaires de l'accord-cadre est effectué en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse après classement des offres fondé sur les critères pondérés suivants :

1/ Prix TTC de la prestation (entre 40 et 60%)

2/ Valeur technique et notamment les moyens humains et matériels dédiés à la prestation ainsi que les modalités d'organisation et d'intervention (entre 40 et 60%)

La somme des pondérations est égale à 100%.

L'université se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offres insatisfaisantes.

Le titulaire ayant été classé en 1^{ère} position se verra attribuer la réalisation de cette prestation.

Toutefois, dans le cas où un titulaire retenu n'est pas en capacité de réaliser la prestation, l'université se réserve la possibilité de faire appel au titulaire classé en seconde position ou classé en troisième position le cas échéant.

6.5 - REPONSE AU TITULAIRE

Après analyse des offres, l'université informe le titulaire du résultat de la remise en concurrence.

La notification du rejet des offres est établie par courriel.

L'acceptation de l'offre économiquement la plus avantageuse est établie par émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire retenu.

Le bon de commande signé est transmis au titulaire retenu par mail. L'université s'engage à prévenir le titulaire des transferts à réaliser dans des délais suffisants pour que ce dernier puisse programmer les opérations qui lui incombent.

Le titulaire s'engage à mettre en place une procédure de suivi de l'exécution des prestations.

Sauf décision contraire de la composante ou direction, le non-respect des délais d'exécution identifiés par le prestataire dans sa proposition est susceptible de faire l'objet de l'application de pénalités identifiées à l'article 14 du présent CCAP.

ARTICLE 7 – EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

7.1 - CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande édités sont signés par le représentant légal de l'université ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG-FCS, sont notifiés au fur et à mesure des besoins au titulaire par le service émetteur de l'université de Lorraine.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- la référence au marché ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le nom de la composante ;
- la nature et la description de la prestation demandée ;
- la nature et le volume des mobiliers, matériels et équipements concernés ;
- les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- les délais d'exécution de la prestation (date de début et de fin de la prestation) ;
- l'adresse exacte des lieux d'exécution des prestations ;
- le cas échéant, le montant de l'assurance complémentaire contractée ;
- le montant total HT de la prestation ;
- le taux et le montant des taxes applicables ;
- le montant total TTC de la prestation le numéro de commande attribué par l'Université ;
- le délai laissé le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Le bon de commande est, le cas échéant, accompagné d'une liste des valeurs des mobiliers et matériels si une assurance complémentaire est souscrite.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande et les prix applicables à la date de la commande, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et ne pas donner suite à la commande.

Le bon de commande devient définitif si, dans les cinq (5) jours ouvrés après sa réception par le titulaire, ce dernier n'a pas fait connaître ses observations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service émetteur de l'université de Lorraine dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, sous peine de forclusion, à compter de la réception du bon de commande.

Il doit se conformer aux bons de commande que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commandes sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au service émetteur de l'université de Lorraine.

Le titulaire n'acceptera la commande que contre remise d'un bon de commande.

Les commandes par téléphone ne constituent pas un engagement de l'université de Lorraine.

Le bon de commande signé par l'ordonnateur peut être transmis au titulaire par courriel ou courrier postal.

Les bons de commande peuvent être émis au titre du présent contrat jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Dans tous cas, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées par bon de commande, pendant la période de validité du contrat, dans la limite de 3 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en place une procédure de suivi de la commande mais également de suivi d'exécution des prestations.

7.2 - MODIFICATION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

7.2.1 - A l'initiative de l'université

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande l'université, totalement ou partiellement.

Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification du bon de commande a pour objet le report d'exécution d'une prestation de déménagement du fait de l'université et sans faute du titulaire, les modalités définies ci-après s'appliquent.

Le report à l'initiative de l'Université d'une opération ayant fait l'objet d'un bon de commande avec un délai de prévenance 15 jours calendaires au plus tard avant la date prévue de début des opérations ne pourra donner lieu à aucune indemnité.

En cas de modification ou d'annulation tardive (moins de 15 jours calendaires), une indemnité est due au prestataire pour le préjudice subi selon les modalités suivantes :

Pour une opération dont la date de début est reportée au-delà de la date de fin initialement prévue (ou pour une annulation totale) :

$$I = M \times T$$

Dans laquelle :

- I désigne le montant de l'indemnité
- M désigne le montant total du bon de commande
- T désigne le taux d'indemnisation appliqué à M en fonction du délai de prévenance N.

Dans ce cas, le délai de prévenance s'entend comme le délai entre la date de demande de report et la date de début d'exécution identifiée dans le bon de commande initial.

Pour une opération dont la date de début est reportée mais reste antérieure à la date de fin initialement prévue, l'indemnité s'applique pour le nombre de jours de report soit en considérant le montant journalier M de l'opération :

Soit : $I = M \times T$

Dans laquelle :

- I désigne le montant de l'indemnité
- M désignant le montant journalier de l'opération (montant total/nombre de jours d'exécution prévu)
- T désigne le taux d'indemnisation appliqué à M en fonction du délai de prévenance N

Dans ce cas, le délai de prévenance s'entend comme le délai entre la date de demande de report et les différentes dates d'exécution ayant fait l'objet de report et où le titulaire est totalement démobilisé. Aussi, chacun de ces jours de report pourra faire l'objet de l'application d'un taux journalier différencié en fonction du nombre de jours séparant la date de demande de report et le jour concerné.

Tableau d'identification des taux d'indemnisation :

N = Délai de prévenance en jours calendaires	T = Taux d'indemnisation appliqué à la valeur de M (montant total ou montant journalier)
10 jours \geq N < 15 jours	5%
7 jours \geq N < 10 jours	10%
5 jours \geq N < 7 jours	15%
2 jours \geq N < 5 jours	20%
La veille et le jour même	30%

7.2.2 - A l'initiative du titulaire

Le titulaire est tenu de respecter ses engagements en matière de durée d'exécution de l'opération de déménagement. L'université peut autoriser un report de date dans la limite de 20 jours ouvrés de report, sauf cas de force majeure. Cette demande de report doit impérativement être effectuée auprès de la composante ou direction 10 jours ouvrés avant le démarrage de l'opération.

En cas de non-respect de ce délai, l'université se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire selon les modalités définies à l'article 14 du présent CCAP.

Au-delà de 20 jours de report, l'université se réserve la possibilité d'annuler la prestation et de recourir à un autre prestataire de déménagement.

7.3 - LIEUX D'EXECUTION

Les sites concernés sont situés principalement dans les agglomérations de Nancy et de Metz.

La description des prestations à réaliser ainsi que leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les lieux d'exécution des prestations seront précisés à chaque commande. Ils concernent potentiellement tous les sites de l'Université de Lorraine présents dans l'annexe n° 1 au CCTP-Liste des sites UL.

Les prestations peuvent avoir lieu au sein d'un même bâtiment, sur des étages différents ou identiques, entre deux bâtiments sur un même campus, entre deux campus sur la même ville ou entre deux villes.

7.4 - DELAIS ET DATES D'EXECUTION

- Délai de visite technique des lieux de départ et d'arrivée

Sauf demande spécifique de l'université, le délai maximum dans lequel le titulaire doit visiter les sites est fixé à **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de réception par le titulaire de la demande de visite. Le titulaire peut cependant proposer un délai inférieur qu'il devra identifier à l'annexe 5 à l'acte d'engagement – Moyens mis en œuvre pour garantir la qualité de service.

- Délai de remise de l'offre lors d'une remise en concurrence

Le titulaire disposera d'un délai maximum de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la visite pour soumettre son offre. Ce délai pourra être réduit sur demande de l'université dans le cas d'une opération à caractère urgent.

- Délai de livraison du matériel de transfert, de protection et de conditionnement des biens transférés

Le titulaire doit livrer le matériel de transfert, de protection et de conditionnement spécifique au plus tard **vingt (20) jours ouvrés** avant la date de début de la prestation figurant au bon de commande. Ce délai pourra être réduit sur demande de l'université dans le cas d'une opération à caractère urgent ou augmenté dans le cas d'une opération d'envergure.

- Dates et durée d'exécution des prestations de déménagement

Les dates et durée d'exécution sont précisées à chaque bon de commande.

Concernant les horaires d'intervention, le titulaire conviendra avec le responsable de composante concernée des horaires pour effectuer les prestations commandées. Sauf stipulation contraire de l'université, ces prestations ne pourront avoir lieu que durant les horaires d'ouverture de chaque composante.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 – CLAUSE D'INSERTION SOCIALE OBLIGATOIRE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L'Université de Lorraine, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

8.1.1 - L'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise attributaire s'engage pour l'exécution de son lot, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum, sur la durée du marché, le nombre d'heures d'insertion suivant :

10 heures par tranche de 10 000 € HT commandés

La clause d'insertion démarre à partir de 35 heures d'insertion à réaliser.

8.1.2 - Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et répondent à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes de plus de 50 ans éloignées de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville, éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes employées par une régie de quartier ;
- les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

8.1.3 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- **2ème modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- **3ème modalité** : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

8.1.4 – Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, l'Université de Lorraine a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

Cécile HENRY

Chargée de mission Clauses d'Insertion

Portable : 07 50 59 35 80

chenry@mde-nancy.org

Maison de l'Emploi du Grand Nancy

88 Avenue du XXème Corps

BP 90657 - 54063 NANCY CEDEX

Les missions du facilitateur consistent à :

- Informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion durant la phase d'appel d'offre,
- Accompagner l'entreprise attributaire (définition du besoin en recrutement, sélection de la modalité, positionnement de public prioritaire ...), en fonction des spécificités du marché,
- Renseigner le titulaire sur les structures inclusives du territoire (structures d'insertion par l'activité économique et structures employant des travailleurs handicapés),
- Jouer le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage,
- Suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprises, mesures de sorties du dispositif, ...).

8.1.5 – Le suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Université de Lorraine ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 14.1 du présent CCAP.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

8.2 – FORMATION A L'ECOCONDUITE

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'Université, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

8.3 – GESTION DES DECHETS

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'Université, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 14.3 du présent CCAP.

8.4 – OBLIGATION D'INDEPENDANCE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 18 du CCAP.

ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Après chaque opération ayant fait l'objet d'un bon de commande, une visite pour état des lieux post déménagement est effectuée dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'exécution figurant sur le bon commande (report compris) par un représentant de la composante ou direction, en présence d'un représentant du titulaire et le cas échéant d'un expert mandaté par la composante ou direction.

Cet expert mandaté peut également être sollicité pour effectuer des missions de contrôle des prestations exécutées par le titulaire à toutes les phases de l'opération de déménagement. Ces contrôles sont opérés sur la base des obligations incombant au titulaire sur la durée du présent contrat et peuvent concerner :

- Les modalités d'exécution de l'opération ;
- La qualité des prestations réalisées ;
- Le respect des délais d'exécution ;
- L'estimatif du volume à déménager.

En outre, le titulaire s'engage à coopérer avec l'expert mandaté afin de lui permettre de réaliser sa

mission dans les meilleures conditions.

A l'issue des opérations de vérification, le/la président.e de l'université ou son délégataire prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, et à l'issue de cette visite, une lettre d'admission est notifiée au titulaire dans un délai de vingt (20) jours, au-delà l'admission est accordée implicitement.

ARTICLE 10 – PRIX

10.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les fournitures, ainsi que les frais afférents à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils intègrent notamment les frais de missions (de déplacement, restauration et hébergement).

10.2 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Les titulaires seront remis en concurrence par le biais de la passation de marchés subséquents au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre définit des prix plafonds identifiés à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement - Bordereau des prix.

Ces prix concernent les prestations les plus récurrentes et communes à l'ensemble des opérations de transfert opérées dans la limite de 50km par trajet entre les 2 sites de départ et d'arrivée. Au-delà de cette limite de 50km, ces prix plafond ne sont plus applicables.

Les taux de majoration et le taux pour l'assurance ad-valorem sont fermes durant toute la durée de l'accord-cadre.

10.3 – VARIATION DES PRIX PLAFONDS

Les prix plafonds sont fermes jusqu'au 31 mai 2027, et sont ensuite révisables annuellement (le 1^{er} juin 2027 et le 1^{er} juin 2028), à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (IN/I0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix initial

IN = dernière valeur connue de l'indice au mois de révision

I0 = valeur de l'indice au « mois zéro »

Mois zéro = mois de la date limite de remise des offres

Choix des indices et index de référence :

I : Indice INSEE des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés
– CPF 49.42 – Services de déménagement – Identifiant **010766818**

Le titulaire communique par voie électronique, au minimum 1 mois avant la date de révision des prix, sa proposition de bordereau des prix unitaires, établi conformément à la formule de révision

mentionnée ci-dessus, en faisant apparaître le pourcentage de variation par rapport aux prix initiaux du présent marché.

Le prix révisé est arrondi au centième d'euro le plus proche.

Clause de sauvegarde :

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, l'Université se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, lorsque la révision des prix selon les modalités mentionnées ci-dessus génère une augmentation des prix initiaux supérieure à 3% l'an.

10.4 - PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents sont conclus à prix global et forfaitaire à la survenance du besoin pour tenir compte de la spécificité de chaque opération de déménagement.

Le prix global et forfaitaire de chaque marché subséquent devra être détaillé par poste et par nature de prestation.

En outre, si l'opération de déménagement comprend des prestations identifiées à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement - Bordereau des prix, **les prix ne devront en aucun dépasser ceux fixés dans cette annexe.**

Le titulaire a ainsi la possibilité de moduler ces prix à la baisse en fonction de la spécificité de l'opération et des contraintes techniques dans la limite de ces prix plafond.

ARTICLE 11 – AVANCE ET ACOMPTES

11.1 - AVANCE

Pour chaque marché subséquent ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30% du montant du bon de commande.

Le remboursement de cette avance s'opère dans les conditions fixées à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

11.2 - ACOMPTES

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 12 du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

ARTICLE 12 – FACTURATION

Les factures établies par le titulaire seront adressées à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, la **facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :**

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture :

[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-BIE_183_20190919_objetclassique\]-20190919-](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-)
[\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- Taux de TVA légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- Date ou délai de paiement

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyées par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

ARTICLE 13 – MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14 – PENALITES

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'Université peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités inférieures à 1000€ pour l'ensemble du marché.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

Les pénalités sont cumulatives.

En outre, le non-respect répété de ses engagements constituera un motif de résiliation du contrat.

14.1 - PENALITES POUR NON RESPECT DES OBLIGATIONS D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € TTC par heure non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 8.1 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

14.2 - PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION SUITE A REPORT DE DATE A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'Université se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée sur la base suivante :

$$P = V \times T$$

Dans laquelle :

- P désigne le montant de la pénalité par jour de report
- V désigne le montant journalier de l'opération (montant total/nombre de jours d'exécution prévu)
- T désigne le taux d'indemnisation appliqué à M en fonction du nombre de jour de report.

Tableau d'identification des taux d'indemnisation :

N = nombre de jours ouvrés de report	T = Taux d'indemnisation appliqué à la valeur de M
N < 3 jours	2%
3 jours ≤ N < 6 jours	5%

6 jours \leq N < 10 jours	10%
10 jours \leq N < 15 jours	20%
15 jours \leq N < 20 jours	30%

14.3 - PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

14.4 - PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENSEMBLE DES DELAIS D'EXECUTION IDENTIFIES DANS LE PRESENT CCAP (A L'EXCLUSION DU RETARD SUITE A REPORT DE DATE A L'INITIATIVE DU TITULAIRE)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'université se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard constaté.

14.5 - PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'université se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 euros par absence de déclaration constatée.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

15.1 - RESPONSABILITE GENERALE DU TITULAIRE :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'université de Lorraine, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés lors de l'exécution des prestations.

Les attestations d'assurances correspondantes, en cours de validité, doivent être jointes au dossier de remise des offres.

Ces attestations devront préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues aux contrats ;
- le numéro des polices ;
- le montant des franchises et / ou découverts obligatoires éventuellement prévus aux contrats.

Il s'engage, en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer dans les plus brefs délais la nouvelle attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'université de Lorraine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire est responsable :

- de tous les dommages qu'il pourrait causer aux personnels, aux tiers ou aux biens meubles et immeubles de l'Université, aux végétaux et sols des jardins, dans le cadre de ses interventions ;
- des accidents liés aux transports des matériels, équipements, collections documentaires ;
- des vols, destructions ou détériorations des objets de toute nature placés sous sa responsabilité.

Sa responsabilité s'exerce dès l'emballage des objets à transférer et jusqu'au placement des matériels, objets et meubles dans les nouveaux lieux.

Les dommages, pertes, vol donnent lieu à indemnité compensatrice.

En cas de détérioration de mobilier ou d'objet, l'indemnisation s'effectue dans la limite de la valeur déclarée sur le bordereau de transport ou lettre de voiture :

- soit à concurrence de la valeur de remplacement à l'identique pour les objets dont l'usage n'altère ni la qualité ni la durée de vie ;
- soit à concurrence de la valeur de remplacement à l'identique minorée d'un coefficient de vétusté pour les objets dont l'usage altère la qualité ;
- soit à concurrence du coût de réparation ou remise en état pour les biens mobiliers endommagés

Si pendant le transfert, des dégâts sont occasionnés sur les peintures, murs huisserie, escaliers, ascenseur...des bâtiments de l'université, le titulaire doit être assuré pour garantir également l'ensemble de ces dommages.

15.2 - TYPE D'ASSURANCES

Le titulaire doit proposer dans son offre des garanties allant de l'assurance de base à l'assurance de type « tous risques » et préciser les modalités d'indemnisation et les coûts afférents à chacune d'entre elles.

15.3 - CONSTAT DES DOMMAGES

Les principes retenus pour le constat des éventuels dommages sont les suivants :

- Le titulaire est engagé à déclarer sans délai et par écrit à la composante ou direction ayant passée la commande tout dommage constaté avant son intervention. Sans déclaration de sa part au plus tard 24 heures après la prise en main des locaux, tous les biens et locaux mis sous la responsabilité du titulaire seront réputés être en bon état.
- le cas échéant, à l'invitation du titulaire, la composante ou direction à l'initiative de la prestation demandée établira un procès-verbal de constat de dommage notifiant le ou les responsables de ces dommages.
- le titulaire pourra se voir notifier par l'Université de Lorraine tous les dommages éventuels constatés jusqu'à 20 jours après l'emménagement.

15.4 - IMPUTATION DES DOMMAGES :

En cas de dommage causé par le titulaire, l'université aura autorité pour les lui imputer en cours de chantier. Sa mise en œuvre se fera par les voies suivantes : interpellation de l'entreprise, demande d'intervention et de réparation dans le procès-verbal du constat du dommage.

Dans ce cas, l'entreprise titulaire pourra faire jouer ses polices d'assurance.

L'Université pourra demander une indemnisation en valeur réelle du mobilier, du matériel spécifique, des œuvres d'art et des collections documentaires. L'Université déclarera au préalable la valeur des œuvres d'art ou des collections à transporter.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire, ses personnels et ses sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution des bons de commande, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire, à tous ses personnels et sous-traitants et s'applique à tout renseignement parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à disposition du titulaire.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'université. Le contenu du marché et des bons de commande, est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à obtenir des éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions indiquées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire à l'université.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 18 du présent CCAP, soit la résiliation aux torts du titulaire.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Le titulaire doit informer l'université par écrit de tout changement affectant sa situation, notamment sa dénomination sociale, ses coordonnées bancaires ou un éventuel transfert de contrat suite à une fusion ou une absorption. Ces modifications doivent être accompagnées des documents justificatifs requis (extrait Kbis, relevé d'identité bancaire, procès-verbal, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales etc.) **dans les plus brefs délais**. À défaut, l'université ne saurait être tenue responsable des éventuels retards de paiement.

Toute cession ou transfert de contrat nécessite l'agrément préalable de l'université, formalisé par un avenant.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 5.3, 14 et 16 du présent document, les dispositions du Chapitre 7 du CCAG-FCS relatives à la résiliation sont pleinement applicables.

En particulier, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS, si la décision de résiliation le mentionne expressément, l'université peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 8.4 du CCP.

ARTICLE 19 – DROIT, LANGUE

En cas de litige, le **droit français** est seul applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Nancy.

Les correspondances relatives au marché sont **rédigées en français**.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

L'article 10 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

L'article 14 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.3 et 14 .1.1 et 42 du CCAG-FCS.

L'article 18 du présent CCAP déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS.